

RAPPORT DE GESTION

AU 30 JUIN 2022 ET AU 31 DÉCEMBRE 2021 ET
POUR LES TRIMESTRES ET LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2022 ET 2021

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 90 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations (les « FTO ») provenant des produits tirés d'activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiés à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics <i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution commerciale et résidentielle	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud, Europe et Asie-Pacifique
Transport <i>Procure des services de transport de fret, de marchandises et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Terminaux diversifiés	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique
Secteur médian <i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage</i>	• Secteur médian	• Amérique du Nord
Données <i>Procure des services et des infrastructures essentiels à des sociétés de communications à l'échelle mondiale</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Europe et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société en commandite » et, avec sa filiale et ses entités en exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 11 août 2022 et il a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société en commandite aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales et les entités en exploitation directes et indirectes de notre société en commandite en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société en commandite à l'adresse www.bip.brookfield.com, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure est une société d'infrastructure mondiale de premier plan qui possède et exploite des actifs de grande qualité, essentiels et de longue durée dans les secteurs des services publics, du transport, des activités du secteur médian et des données partout en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Elle se concentre sur les actifs dont les produits contractuels et réglementés génèrent des flux de trésorerie prévisibles et stables.

Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Au fur et à mesure que l'entreprise s'oriente vers la maturité et que le risque lié aux flux de trésorerie a été réduit, nous cherchons à recycler les capitaux et à les réinvestir dans des actifs qui devraient produire des rendements plus élevés. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer, de concert avec des investisseurs institutionnels, aux fonds liés aux infrastructures dont Brookfield Asset Management Inc. (conjointement avec ses entités liées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettons l'accent sur les placements sur lesquels Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement global de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des placements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les FTO servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir d'indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % des FTO qui servira à financer la composante capitaux propres de nos investissements de croissance récurrents.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 6 % d'un exercice à l'autre de notre distribution trimestrielle pour la porter à 0,36 \$ par part (ou 1,44 \$ par part sur une base annuelle), à compter de la distribution payée en mars 2022, une augmentation proportionnelle ayant été effectuée par le conseil d'administration de BIPC en ce qui concerne les porteurs d'actions échangeables de BIPC. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions conclues au cours du dernier exercice. Les distributions ont augmenté selon un taux de croissance annuel composé de 9 % au cours des dix dernières années. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une augmentation de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Le 10 juin 2022, Brookfield Infrastructure a procédé à un fractionnement des parts de BIP, des actions échangeables de BIPC, des parts d'Exchange LP et des parts de société en commandite échangeables de BIPC, à raison de trois pour deux, au moyen d'une subdivision en vertu de laquelle les porteurs de parts et les actionnaires ont reçu une demi-part ou une demi-action additionnelle pour chaque part ou chaque action détenue. Le fractionnement des titres ne concernait pas les parts privilégiées de Brookfield Infrastructure. Toutes les informations liées aux parts et aux actions et les informations par part et par action fournies historiquement ont été ajustées pour tenir compte de l'évolution du nombre de parts attribuable au fractionnement.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2021 et pour l'exercice clos à cette date. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de capitaux propres de notre société en commandite comprennent les parts détenues par des porteurs de parts dans le public, les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, les actions échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public et par Brookfield ainsi que les parts d'Exchange LP et les parts de société en commandite échangeables de BIPC détenues par des actionnaires dans le public. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société en commandite pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de société en commandite de notre société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

En outre, Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts d'Exchange LP dans le cadre de la fermeture du capital d'Enercare Inc. en octobre 2018. Les parts d'Exchange LP procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles de nos parts et sont échangeables contre nos parts à raison de une pour une. Compte tenu de l'option d'échange, nous présentons les parts d'Exchange LP à titre de composante distincte de la participation ne donnant pas le contrôle.

Le 31 mars 2020, notre société en commandite a achevé la constitution de BIPC avec la distribution spéciale. Chaque porteur de parts inscrit en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action échangeable de BIPC pour chaque tranche de neuf parts détenue. Les porteurs d'actions échangeables de BIPC ont le droit d'échanger la totalité ou une partie de leurs actions contre une part pour chaque action échangeable de BIPC détenue, ou contre l'équivalent en trésorerie, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. BIPC ou la société en commandite, selon le cas, peuvent chacune régler les demandes d'échange de porteurs d'actions échangeables de BIPC au moyen de parts plutôt qu'au moyen d'un paiement en trésorerie. De plus, la société en commandite peut échanger toutes les actions échangeables de BIPC contre des parts à notre gré, selon le critère du montant déterminé contre un nombre déterminé. En raison des caractéristiques des actions, nous présentons les actions échangeables de BIPC en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Finalement, aux troisième et quatrième trimestres de 2021, BIPC Exchange LP, une filiale de notre société en commandite, a émis des parts de société en commandite échangeables de BIPC dans le cadre de l'acquisition de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Les parts de société en commandite échangeables de BIPC procurent à leurs porteurs des modalités financières quasi équivalentes à celles d'une action échangeable de BIPC et sont échangeables à raison de une pour une contre des actions échangeables de BIPC. Compte tenu des options d'échange, nous présentons les parts de société en commandite échangeables de BIPC à titre de composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société en commandite. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts attribuables aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements de la juste valeur et des autres éléments diffèrera des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle : 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure (de la perte) du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Sous cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021 et pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2022 et 2021. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Sommaire des états du résultat net				
Produits	3 681 \$	2 663 \$	7 092 \$	5 346 \$
Coûts d'exploitation directs ¹	(2 712)	(1 925)	(5 218)	(3 740)
Frais généraux et administratifs	(108)	(96)	(229)	(191)
Charges d'intérêts	(469)	(362)	(878)	(717)
Quote-part (de la perte) du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(34)	10	20	77
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	169	(15)	137	20
Autres produits	52	1 317	87	1 344
Charge d'impôt	(154)	(286)	(292)	(420)
Bénéfice net	425	1 306	719	1 719
Bénéfice net attribuable à notre société en commandite ²	176	352	246	542
Bénéfice net par part de société en commandite	0,13 \$	0,41 \$	0,12 \$	0,59 \$

1. Notre société a reclassé dans les coûts d'exploitation directs la dotation aux amortissements, qui était auparavant présentée comme un poste distinct. Les coûts d'exploitation directs comprennent une dotation aux amortissements de 552 M\$. Les montants des périodes précédentes ont également été ajustés pour refléter ce changement, qui a donné lieu à une augmentation des coûts d'exploitation directs de 492 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021, ainsi qu'à une diminution égale et correspondante de la dotation aux amortissements. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur les produits, sur le bénéfice net ni sur le bénéfice de base et dilué par part de société en commandite.
2. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021

Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2022 s'est chiffré à 425 M\$, dont une tranche de 176 M\$ (0,13 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 1 306 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 352 M\$ (0,41 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. À l'exclusion de l'incidence des profits à la cession comptabilisés à l'égard de notre programme de réinvestissement du capital au cours de la période considérée et de la période comparative, le bénéfice net a augmenté de 200 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de l'apport des récentes acquisitions et de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base, ainsi que d'un profit lié à la valeur de marché à l'égard de notre programme de couverture de change.

Les produits se sont chiffrés à 3 681 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ce qui représente une hausse de 1 018 M\$ par rapport à la période correspondante de 2021. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 834 M\$ en raison principalement de l'acquisition d'Inter Pipeline. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 150 M\$ en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et des ajouts à la base tarifaire, facteurs contrebalancés en partie par la cession de notre plateforme d'énergie de quartier en Amérique du Nord au milieu de 2021. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 48 M\$ en raison de la hausse des tarifs et des produits tirés du stockage, partiellement contrebalancée par la cession de notre entreprise de routes à péage au Chili en novembre 2021. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 65 M\$, principalement en raison de la croissance interne de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Le change a donné lieu à une diminution de 79 M\$ de nos produits libellés en dollars américains, le taux de change moyen trimestriel de la majorité des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant dépréciées par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 2 712 M\$, en hausse de 787 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 739 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des coûts de 180 M\$ liés aux initiatives de croissance interne. L'incidence des récentes cessions et du change a donné lieu à une diminution de nos coûts libellés en dollars américains de 53 M\$ et de 79 M\$, respectivement.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 108 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, en hausse de 12 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une augmentation du cours de nos titres en circulation et à une hausse du nombre de parts et d'actions.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 juin 2022 se sont chiffrées à 469 M\$, soit une augmentation de 107 M\$ par rapport à la période correspondante de 2021. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison des emprunts additionnels au niveau de l'actif principalement liés aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice et au financement d'une contrepartie différée de 1 G\$ au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, payée en avril 2022.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite a diminué de 44 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 juin 2021. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de la solide performance opérationnelle, particulièrement pour notre terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (« GNL ») aux États-Unis en raison de la vigueur continue des prix du GNL et de la mise en service d'un sixième train de liquéfaction. Les résultats de l'exercice précédent comprennent un apport additionnel de deux entreprises de transport d'électricité au Brésil. Nous avons acquis une participation additionnelle dans ces deux entreprises au second semestre de 2021. Les acquisitions ont donné lieu à un changement de méthode comptable, laquelle est passée de la méthode de la mise en équivalence à la consolidation.

Les profits liés à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevés à 169 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, comparativement à des pertes de 15 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture de change au niveau de la société en commandite, ainsi que des contrats sur marchandises relatifs à nos entreprises du secteur médian. Au cours du trimestre considéré, la dépréciation des devises par rapport au dollar américain et les fluctuations des prix des marchandises ont donné lieu à la comptabilisation de profits liés à la valeur de marché.

Les autres produits se sont élevés à 52 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ce qui représente une diminution par rapport aux autres produits de 1 317 M\$ présentés pour la période correspondante de 2021. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient des profits d'environ 1,4 G\$ à la cession de notre entreprise d'énergie de quartier au Canada et du portefeuille de compteurs intelligents de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, la charge d'impôt s'est chiffrée à 154 M\$, ce qui représente une diminution par rapport au montant de 286 M\$ comptabilisé pour la période correspondante de 2021. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient des coûts marginaux de 178 M\$ attribuables à une hausse du taux d'imposition futur au Royaume-Uni, qui est passé de 19 % à 25 % en mai 2021. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une hausse de l'impôt liée à la hausse du bénéfice imposable présenté par nos entreprises au cours de l'exercice considéré.

Semestres clos les 30 juin 2022 et 2021

Pour le semestre clos le 30 juin 2022, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 719 M\$, dont une tranche de 246 M\$ (0,12 \$ par part) est attribuable à notre société en commandite, comparativement à un bénéfice net de 1 719 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 542 M\$ (0,59 \$ par part) était attribuable à notre société en commandite. Les résultats de l'exercice considéré ont profité de l'apport des récentes acquisitions et de la croissance interne de l'ensemble de nos activités de base, ainsi que des profits découlant de nos programmes généraux de couverture de change. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient des profits de 295 M\$ et de 155 M\$ (sur une base nette pour la société en commandite) à la cession de notre entreprise d'énergie de quartier au Canada et du portefeuille de compteurs intelligents de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, respectivement.

Les produits se sont chiffrés à 7 092 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, ce qui représente une hausse de 1 746 M\$ par rapport à la période correspondante de 2021. Notre secteur médian a fourni un apport additionnel aux produits de 1 360 M\$ en raison principalement de l'acquisition d'Inter Pipeline. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient également le rendement supérieur de notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord en raison des conditions météorologiques extrêmes aux États-Unis. Les produits tirés de notre secteur des services publics ont augmenté de 281 M\$ en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et des ajouts à la base tarifaire, facteurs partiellement contrebalancés par la cession de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord au milieu de 2021. Les produits tirés de notre secteur des données ont augmenté de 131 M\$, principalement en raison de la croissance interne de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde. Les produits tirés de notre secteur du transport ont augmenté de 90 M\$ en raison de la hausse des tarifs et des produits tirés du stockage, partiellement contrebalancée par la cession de notre entreprise de routes à péage au Chili en novembre 2021. Dans l'ensemble, ces incidences positives ont été partiellement contrebalancées par l'incidence du change de 116 M\$ dans tous nos secteurs, toutes les principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant appréciées comparativement au dollar américain par rapport à l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2022, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 5 218 M\$, en hausse de 1 478 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2021. Les coûts directs ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux de 1 380 M\$ (y compris l'amortissement des immobilisations corporelles) liés aux entreprises récemment acquises et des coûts de 338 M\$ liés aux initiatives de croissance interne. L'incidence des récentes cessions et du change a donné lieu à une diminution de nos coûts libellés en dollars américains de 240 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 229 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, en hausse de 38 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2021. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une augmentation du cours de nos titres en circulation et à une hausse du nombre de parts et d'actions.

Les charges d'intérêts pour le semestre clos le 30 juin 2022 se sont chiffrées à 878 M\$, ce qui représente une hausse de 161 M\$ par rapport à la période correspondante de 2021. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison principalement des emprunts additionnels au niveau de l'actif liés aux acquisitions conclues au cours du dernier exercice et au financement d'une contrepartie différée de 1 G\$ au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, payée en avril 2022.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société en commandite s'est élevée à 20 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, soit une baisse de 57 M\$ par rapport à la période correspondante de 2021. Les apports de l'acquisition de notre terminal d'exportation de GNL et de la croissance interne ont été plus que contrebalancés par la perte de bénéfice liée à la vente d'une participation de 25 % dans notre gazoduc aux États-Unis en mars 2021 et par l'acquisition d'une participation additionnelle dans trois entreprises de transport d'électricité au Brésil à l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à un changement de méthode comptable, laquelle est passée de la méthode de la mise en équivalence à la consolidation. Par conséquent, le bénéfice généré par ces entreprises a été consolidé dans nos états consolidés du résultat global.

Les profits liés à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevés à 137 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, comparativement à 20 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période comparative, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture de change au niveau de la société en commandite. Le profit pour la période considérée tient principalement à la dépréciation de plusieurs des monnaies que nous couvrons par rapport au dollar américain.

Pour le semestre clos le 30 juin 2022, les autres produits se sont chiffrés à 87 M\$, comparativement à 1 344 M\$ pour la période correspondante de 2021. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient des profits d'environ 1,4 G\$ à la cession de notre entreprise d'énergie de quartier au Canada et du portefeuille de compteurs intelligents de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni.

La charge d'impôt s'est établie à 292 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, comparativement à 420 M\$ pour la période correspondante de 2021. La diminution est principalement attribuable à une augmentation de 19 % à 25 % du taux d'imposition futur au Royaume-Uni, qui s'est traduite par des charges d'impôt différé additionnelles de 178 M\$ au deuxième trimestre de 2021, par rapport à 31 M\$ au premier trimestre de 2021, lorsque le taux d'imposition futur au Royaume-Uni était passé de 17 % à 19 %. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une hausse de l'impôt liée à la hausse du bénéfice imposable présenté par nos entreprises au cours de l'exercice considéré.

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 301 \$	1 406 \$
Immobilisations corporelles	37 469	38 655
Immobilisations incorporelles	13 524	14 214
Total de l'actif	73 899	73 961
Emprunts généraux	3 489	2 719
Emprunts sans recours	26 899	26 534
Total du passif	47 860	47 570
Capital des commanditaires	5 419	5 702
Capital du commandité	29	31
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	2 282	2 408
Participation ne donnant pas le contrôle – actions de BIPC	1 303	1 369
Participation ne donnant pas le contrôle – parts échangeables ¹	75	85
Participation ne donnant pas le contrôle – billets subordonnés perpétuels	293	—
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	15 720	15 658
Porteurs de parts privilégiées	918	1 138
Capitaux propres attribuables à la société en commandite ²	9 108	9 595
Total des capitaux propres	26 039	26 391

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux parts d'Exchange LP et aux parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les capitaux propres attribuables aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

Au 30 juin 2022, le total de l'actif s'établissait à 73,9 G\$, un montant essentiellement inchangé par rapport à 74,0 G\$ au 31 décembre 2021. Les acquisitions conclues en 2022 et les initiatives de croissance interne ont donné lieu à une hausse de l'actif consolidé de 2,9 G\$. Ces augmentations ont été contrebalancées par la dotation aux amortissements et par l'incidence du change, facteurs qui ont donné lieu à une réduction du total de l'actif de 1,1 G\$ et de 1,8 G\$, respectivement.

Les immobilisations corporelles ont diminué de 38,7 G\$ à 37,5 G\$, l'incidence des entrées d'immobilisations ayant été contrebalancée par la dotation à l'amortissement et l'incidence du change. Les immobilisations incorporelles ont diminué, passant de 14,2 G\$ à 13,5 G\$, en raison du classement d'immobilisations incorporelles d'un montant de 0,6 G\$ liées à nos entreprises de routes à péage en Inde comme détenues en vue de la vente et de la dotation à l'amortissement de 0,3 G\$.

Les emprunts généraux ont augmenté de 770 M\$ par rapport au 31 décembre 2021. La hausse s'explique par les prélèvements de 508 M\$ sur notre facilité de crédit générale et par l'émission de billets à moyen terme de 474 M\$. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par un remboursement net de 164 M\$ sur notre programme de papier commercial et par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 0,4 G\$ par rapport au 31 décembre 2021. L'augmentation tient aux emprunts additionnels de 1,4 G\$ contractés principalement par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil afin de financer la contrepartie différée payée en avril 2022. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par des emprunts de 0,4 G\$ reclassés dans les actifs détenus en vue de la vente et par l'incidence du change de 0,6 G\$.

Nos capitaux propres ont diminué pour s'établir à 9,1 G\$, comparativement à 9,6 G\$ au 31 décembre 2021, car le bénéfice généré par nos activités a été plus que contrebalancé par l'incidence du change et par les distributions versées.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
				Pour les trimestres clos les 30 juin			Pour les semestres clos les 30 juin		
	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021	Variation	2022	2021	Variation	2022	2021	Variation
Dollar australien	0,6903	0,7262	(5) %	0,7143	0,7699	(7) %	0,7194	0,7713	(7) %
Real brésilien	0,1909	0,1792	7 %	0,2030	0,1890	7 %	0,1969	0,1857	6 %
Livre sterling	1,2178	1,3532	(10) %	1,2563	1,3982	(10) %	1,2983	1,3888	(7) %
Dollar canadien	0,7768	0,7913	(2) %	0,7834	0,8143	(4) %	0,7865	0,8022	(2) %
Roupie indienne	0,0127	0,0134	(5) %	0,0129	0,0136	(5) %	0,0131	0,0136	(4) %

Au 30 juin 2022, nos capitaux propres consolidés, qui se chiffraient à 26,0 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar canadien – 38 %; dollar américain – 18 %; roupie indienne – 9 %; real brésilien – 10 %; livre sterling – 8 %; dollar australien – 10 %; autres monnaies – 7 %. En raison de notre programme de couverture de change, 73 % de nos capitaux propres sont effectivement libellés en dollars américains. Au 30 juin 2022, les taux de change à la fin de la période par rapport au dollar américain étaient supérieurs à ceux au 31 décembre 2021 en ce qui concerne la plupart de nos placements importants libellés en monnaies autres que le dollar américain, ce qui a entraîné une hausse des valeurs comptables des actifs et des passifs de nos activités par rapport au 31 décembre 2021.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Dollar australien	(220) \$	(27) \$	(137) \$	(52) \$
Real brésilien	(279)	441	149	117
Livre sterling	(251)	40	(354)	73
Dollar canadien	(253)	82	(163)	149
Roupie indienne	(128)	(97)	(198)	(76)
Autres	(155)	(15)	(48)	(161)
	(1 286)	424	(751)	50
Couvertures de change ¹	315	(21)	288	1
	(971) \$	403 \$	(463) \$	51 \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	(420) \$	275 \$	(141) \$	64 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(551)	128	(322)	(13)
	(971) \$	403 \$	(463) \$	51 \$

1. Inclut les couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie au titre des devises des filiales et des entreprises associées, et exclut les couvertures de flux de trésorerie au titre des taux d'intérêt.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une perte de 971 M\$ et de 463 M\$, respectivement.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions d'une couverture considérable à l'égard des monnaies australienne, canadienne, européenne, britannique et néo-zélandaise. Par conséquent, l'incidence des fluctuations des devises a été partiellement contrebalancée par les profits comptabilisés sur nos couvertures de change.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022, les taux de change moyens des principales monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciées par rapport au dollar américain, ce qui a donné lieu à une diminution des équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net libellés dans ces monnaies.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART	2022		2021				2020	
Trimestres clos	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	3 681 \$	3 411 \$	3 252 \$	2 939 \$	2 663 \$	2 683 \$	2 534 \$	2 209 \$
Coûts d'exploitation directs ¹	(2 712)	(2 506)	(2 375)	(2 132)	(1 925)	(1 815)	(1 875)	(1 596)
Bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(34)	54	(13)	24	10	67	55	17
Charges								
Intérêts	(469)	(409)	(383)	(368)	(362)	(355)	(372)	(278)
Frais généraux et administratifs	(108)	(121)	(113)	(102)	(96)	(95)	(93)	(86)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	221	3	175	290	1 302	62	379	(50)
Charge d'impôt	(154)	(138)	(79)	(115)	(286)	(134)	(54)	(68)
Bénéfice net	425	294	464	536	1 306	413	574	148
Bénéfice net attribuable à d'autres entités ²	355	288	414	311	1 114	324	392	174
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	70	6	50	225	192	89	89	(26)
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ³	0,13 \$	(0,02) \$	0,14 \$	0,72 \$	0,61 \$	0,27 \$	0,27 \$	(0,12) \$

1. Notre société a reclassé dans les coûts d'exploitation directs la dotation aux amortissements, qui était auparavant présentée comme un poste distinct. Les coûts d'exploitation directs comprennent une dotation aux amortissements de 552 M\$. Les montants des périodes précédentes ont également été ajustés pour refléter ce changement, qui a donné lieu à une augmentation des coûts d'exploitation directs de 492 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021, ainsi qu'à une diminution égale et correspondante de la dotation aux amortissements. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur les produits, sur le bénéfice net ni sur le bénéfice de base et dilué par part de société en commandite.
2. Comprend le bénéfice net attribuable au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC, à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – participations d'autres entités dans les filiales en exploitation.
3. Se reporter à la note 16, « Capitaux propres », pour plus de détails.

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence des cessions. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché des dérivés et par les autres produits et charges.

Nos activités continuent d'afficher des résultats financiers conformes aux attentes. Notre société en commandite bénéficie de la diversification marquée sur les plans sectoriel et géographique, de la propriété d'actifs essentiels et de longue durée, d'importantes barrières à l'entrée des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités et de flux de trésorerie qui sont générés en vertu de cadres contractuels ou réglementés à long terme. Soutenus également par notre approche axée sur des principes en ce qui a trait à la sélection des contreparties et à la structure du capital, nous générons des flux de trésorerie stables et prévisibles.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les FTO, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés (les « FTOA »), le BAIIA ajusté et le capital investi. Nous définissons les FTO comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Les FTO comprennent les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et excluent les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien).

Outre les FTO et les FTOA, nous analysons le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net excluant l'incidence des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt sur le résultat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Le BAIIA ajusté comprend les soldes attribuables à la société en commandite générés par les participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les FTO, le BAIIA ajusté et le capital investi sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les FTOA sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les FTO, les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des FTO, des FTOA, du BAIIA ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement de ces mesures avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN M\$ US, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Mesures clés				
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	176 \$	352 \$	246 \$	542 \$
Bénéfice net par part de société en commandite ²	0,13	0,41	0,12	0,59
FTO ³	513	394	1 006	825
FTO par part ⁴	0,67	0,56	1,31	1,18
FTOA ³	414	310	838	689
Rendement du capital investi ⁵	12 %	12 %	12 %	13 %
BAIIA ajusté ³	749	560	1 454	1 188
Distributions par part ⁶	0,36	0,34	0,72	0,68
Ratio de distribution des FTO ⁷	69 %	77 %	71 %	74 %
Ratio de distribution des FTOA ⁸	86 %	98 %	85 %	88 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 458,0 millions et à 458,0 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 (2021 – 443,3 millions et 443,2 millions).
3. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des FTO, des FTOA et du BAIIA ajusté.
4. Le nombre moyen de parts en circulation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 s'est chiffré à 771,1 millions et à 771,1 millions, respectivement (2021 – 697,6 millions et 697,6 millions).
5. Nous définissons le rendement du capital investi comme les FTOA, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un remboursement de capital à l'égard des entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. L'estimation du remboursement de capital pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 s'est chiffrée à 36 M\$ et à 72 M\$, respectivement (2021 – 39 M\$ et 78 M\$). Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres et du capital investi.
6. Les distributions par part sont définies comme la somme des distributions de la société en commandite moins les distributions incitatives, divisées par le total des parts de société en commandite, des parts de commandité, des parts de société en commandite rachetables, des parts d'Exchange LP, des parts de société en commandite échangeables de BIPC et des actions échangeables de BIPC en circulation à la date de clôture des registres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022, la société en commandite a versé des distributions trimestrielles de 0,36 \$ par part et de 0,72 \$ par part, respectivement (2021 – 0,34 \$ par part et 0,68 \$ par part).
7. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.
8. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les FTO ont totalisé 513 M\$ (0,67 \$ par part), comparativement à des FTO de 394 M\$ (0,56 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2021. Les résultats pour le trimestre ont profité de la croissance interne de 10 % reflétant le contexte hautement inflationniste et du bénéfice lié à la mise en service de projets d'investissement d'environ 1 G\$ au cours des 12 derniers mois. Les résultats ont également tiré parti de notre programme de rotation des actifs et de la fermeture du capital d'Inter Pipeline au second semestre de 2021.

INFORMATION SECTORIELLE

Sous cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, le secteur médian, les données et le siège social. Les mesures clés sont présentées selon la quote-part de notre société en commandite des résultats sous-jacents, et prennent en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société en commandite exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir une analyse de l'importance de l'information présentée par notre société en commandite, les limites associées à cette information ainsi qu'un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société en commandite conformément aux normes IFRS.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent de gagner un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, que nous appelons la base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Elles comprennent nos entreprises de transport réglementé (gaz naturel et électricité) ainsi que de distribution commerciale et résidentielle (raccordements à l'électricité et au gaz naturel). Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation.

Compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises de services publics, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés d'activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire et de renforcer notre position sur le marché. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 61 000 kilomètres de lignes de transport et de distribution d'électricité en exploitation et environ 12 000 kilomètres de gazoducs en Australie.
- Environ 5 300 kilomètres de lignes de transport au Brésil, dont environ 4 800 kilomètres sont en service.
- Environ 4 200 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Inde.

Distribution commerciale et résidentielle

- Environ 7,3 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel.
- Infrastructures résidentielles, dont la location de chauffe-eau et de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (« CVC »), de même que d'autres services résidentiels essentiels à environ 1,9 million de clients par année au Canada, aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni.
- Environ 370 000 services de compteurs divisionnaires sous contrat à long terme au Canada.
- Environ 1,5 million de compteurs intelligents installés en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
FTO	188 \$	190 \$	355 \$	356 \$
Investissements de maintien	(13)	(11)	(22)	(16)
FTOA	175	179	333	340
BAIIA ajusté ¹	286 \$	251 \$	540 \$	474 \$
Base tarifaire	6 592	5 735	6 592	5 735
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	13 %	12 %	13 %	12 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée.

3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence des produits liés aux raccordements, du remboursement de capital et des ajustements selon IFRS 16.

Notre société en commandite gagne un rendement sur des actifs au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, une mesure que nous appelons la base tarifaire. Notre base tarifaire reflète le montant actuel, qu'il soit défini par l'organisme de réglementation ou présumé selon nos flux de trésorerie contractuels, sur lequel nous gagnons notre rendement. Notre base tarifaire augmente en fonction du capital que nous investissons pour étendre nos réseaux et est indexée en fonction de l'inflation locale. Le rendement que nous gagnons est habituellement déterminé par un organisme de réglementation pour une période prescrite, ou calculé en fonction des flux de trésorerie liés aux contrats que nous avons conclus. Nous sommes d'avis que la base tarifaire est utile puisqu'elle permet aux investisseurs de mieux comprendre le rendement sans effet de levier que nos actifs peuvent actuellement générer et qu'elle améliore la comparabilité avec d'autres placements liés aux services publics en permettant d'évaluer plus justement la performance opérationnelle de nos entreprises grâce à l'élimination de l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, notre secteur des services publics a dégagé un BAIIA ajusté de 286 M\$, comparativement à 251 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont profité de l'indexation en fonction de l'inflation élevée, dont bénéficient environ 90 % des FTO, ainsi que du bénéfice lié à des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire d'un montant d'environ 500 M\$ au cours des 12 derniers mois. Les résultats du trimestre considéré ont aussi tiré parti de l'acquisition de deux entreprises de services publics en Australie. Les résultats de l'exercice précédent comprennent notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni et notre plateforme d'énergie de quartier en Amérique du Nord, qui ont été cédés en 2021. Les FTO de 188 M\$ sont semblables à ceux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent. Les FTO reflètent la hausse des taux d'intérêt et la dette additionnelle de nos placements au Brésil par rapport à l'exercice précédent, qui ont eu une incidence de 25 M\$ sur les FTO.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin		Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Distribution commerciale et résidentielle	131 \$	141 \$	244 \$	267 \$	103 \$	113 \$	191 \$	210 \$
Transport réglementé	155	110	296	207	85	77	164	146
Total	286 \$	251 \$	540 \$	474 \$	188 \$	190 \$	355 \$	356 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nos activités de distribution commerciale et résidentielle ont dégagé un BAIIA ajusté de 131 M\$ et des FTO de 103 M\$, contre 141 M\$ et 113 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la vente de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni et de notre plateforme d'énergie de quartier en Amérique du Nord, ainsi que de l'incidence de la baisse des taux sur nos contrats de couverture de change. Cependant, les résultats selon les biens comparables ont été solides, car nous avons tiré parti de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés respectivement à 155 M\$ et à 85 M\$, contre 110 M\$ et 77 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté a tiré parti d'un ajustement annuel des tarifs en fonction de l'inflation de 18 % au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, de l'acquisition d'une entreprise de services publics réglementés en Australie et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Les FTO ont subi l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et de la dette additionnelle de nos placements au Brésil.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre base tarifaire.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2022	Pour le semestre clos le 30 juin 2022	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021
Base tarifaire au début de la période	6 952 \$	5 818 \$	5 199 \$
Acquisitions	33	715	131
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	102	231	433
Indexation en fonction de l'inflation	17	176	250
Amortissement réglementaire	(55)	(78)	(68)
Écart de change et autres	(457)	(270)	(127)
Base tarifaire à la fin de la période	6 592 \$	6 592 \$	5 818 \$

Au 30 juin 2022, notre base tarifaire se chiffrait à 6,6 G\$. La base tarifaire a augmenté depuis le 31 décembre 2021 en raison de l'acquisition de deux entreprises de services publics en Australie, des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire et de l'indexation en fonction de l'inflation au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements, qui représente les projets de croissance pour les deux à trois prochaines années, ainsi que des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2022	Pour le semestre clos le 30 juin 2022	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021
Carnet d'investissements au début de la période	601 \$	532 \$	634 \$
Incidence des acquisitions (ventes d'actifs)	26	96	(139)
Nouveaux mandats de projets d'investissement	131	267	483
Moins : dépenses d'investissement	(129)	(241)	(443)
Écart de change et autres	(38)	(63)	(3)
Carnet d'investissements à la fin de la période	591	591	532
Travaux de construction en cours	392	392	401
Total des projets d'investissement devant être mis en service	983 \$	983 \$	933 \$

Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des trois prochaines années. Au 30 juin 2022, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 983 M\$, contre 933 M\$ au 31 décembre 2021. Les nouveaux mandats de raccordement obtenus et l'incidence des acquisitions ont été partiellement contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire et par l'incidence du change. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord ont fourni l'apport le plus important à nos projets d'investissement devant être mis en service pris en compte dans la base tarifaire, apport qui comprenait des projets d'environ 550 M\$ et 210 M\$, respectivement.



Transport

Notre secteur du transport est composé d'actifs d'infrastructures qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention de biens, de marchandises et de passagers pour lesquels nous touchons généralement une redevance d'accès ou de transport. La rentabilité est fonction du volume des services d'accès et services connexes fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises qui pourraient être assujetties à des plafonds tarifaires ou à d'autres réglementations relatives aux tarifs qui visent le maintien de la concurrence, comme nos entreprises de chemins de fer et nos entreprises de routes à péage, ainsi que d'entreprises de terminaux diversifiés dont les activités sont largement contractuelles et assujetties aux régimes de réglementation applicables aux marchandises qu'elles manutentionnent. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de nos autres secteurs opérationnels, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 90 % des FTO de notre secteur du transport proviennent de produits tirés de contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Terminaux diversifiés

- 11 terminaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Australie, lesquels facilitent le commerce international des biens, des ressources naturelles et des marchandises.
- Un terminal d'exportation de gaz naturel liquéfié (« GNL ») aux États-Unis où transitent environ 30 millions de tonnes par année (« Mt/an »).
- Un terminal d'exportation en Australie où transitent environ 85 millions de tonnes par année.

Chemins de fer

- 116 lignes de chemin de fer de marchandises d'intérêt local représentant plus de 22 000 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Nord et en Europe.
- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées au Brésil.

Routes à péage

- Environ 3 800 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Pérou et en Inde.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur du transport.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
FTO	199 \$	173 \$	384 \$	335 \$
Investissements de maintien	(45)	(38)	(82)	(67)
FTOA	154	135	302	268
BAIIA ajusté ¹	270 \$	239 \$	525 \$	472 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	44 %	47 %	44 %	47 %
Investissements de croissance	73 \$	71 \$	128 \$	119 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. Elle est calculée en fonction des produits tirés des projets de construction, déduction faite des coûts qui sont engagés au sein de notre entreprise de routes à péage au Pérou pendant la construction de nos routes à péage. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, notre secteur du transport a dégagé des FTO de 199 M\$, comparativement à 173 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 15 %. Les résultats ont profité des hausses de tarifs en fonction de l'inflation dans l'ensemble de notre portefeuille, de la hausse des produits tirés du stockage dans nos ports en Amérique du Nord et au Royaume-Uni en raison de la congestion continue et de la solide performance de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis découlant de la vigueur continue des prix du GNL et de la mise en service d'un sixième train de liquéfaction.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin		Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Terminaux diversifiés	119 \$	91 \$	238 \$	185 \$	80 \$	59 \$	160 \$	116 \$
Chemins de fer	95	95	175	179	76	77	140	143
Routes à péage	56	53	112	108	43	37	84	76
Total	270 \$	239 \$	525 \$	472 \$	199 \$	173 \$	384 \$	335 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le BAIIA ajusté et les FTO générés par nos activités liées aux terminaux diversifiés se sont chiffrés à 119 M\$ et à 80 M\$, respectivement, contre 91 M\$ et 59 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti de la hausse des frais de stockage des conteneurs en raison de la congestion au sein de nos entreprises de ports au Royaume-Uni et en Amérique du Nord, ainsi que de la solide performance de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis découlant de la vigueur continue des prix du GNL et de la mise en service d'un sixième train de liquéfaction.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté de 95 M\$ et des FTO de 76 M\$, comparativement à 95 M\$ et à 77 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti d'une augmentation des tarifs dans l'ensemble de notre portefeuille, contrebalancée en partie par la légère baisse des volumes découlant des contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement. Les résultats ont également subi l'incidence de la baisse des taux sur nos contrats de couverture du risque de change lié au dollar australien.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté de 56 M\$ et des FTO de 43 M\$, comparativement à 53 M\$ et à 37 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des hausses de tarifs en fonction de l'inflation et d'une augmentation globale de 8 % des niveaux de circulation. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient notre entreprise de routes à péage au Chili, qui a fait l'objet d'un dessaisissement en novembre 2021.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2022	Pour le semestre clos le 30 juin 2022	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021
Carnet d'investissements au début de la période	675 \$	533 \$	421 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	42	204	406
Moins : dépenses d'investissement	(73)	(128)	(270)
Écart de change et autres	(54)	(19)	(24)
Carnet d'investissements à la fin de la période	590	590	533
Travaux de construction en cours	329	329	421
Total des projets d'investissement devant être mis en service	919 \$	919 \$	954 \$

Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation ainsi qu'au creusage de mouillages plus profonds et à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos terminaux. Au 30 juin 2022, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 919 M\$, contre 954 M\$ au 31 décembre 2021. Les projets d'investissement devant être mis en service ont diminué par rapport au 31 décembre 2021, puisque les nouveaux mandats de projets d'investissement ont été plus que contrebalancés par les projets d'investissement mis en service au cours de la période et l'incidence du change.



Secteur médian

Notre secteur médian est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage de gaz naturel. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme certains de nos gazoducs de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires. Les entreprises du secteur médian doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables.

Pour notre secteur médian, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté ainsi que par la croissance de nos FTOA.

Notre secteur médian se compose des éléments suivants :

- Environ 15 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel aux États-Unis.
- Stockage de gaz naturel d'environ 600 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») aux États-Unis et au Canada.
- 17 usines de traitement de gaz naturel et de liquides de gaz naturel ayant une capacité brute de traitement d'environ 5,7 Gpi³ par jour et environ 3 400 kilomètres de pipelines collecteurs de gaz au Canada.
- Environ 3 300 kilomètres de gazoducs de longue distance et environ 3 900 kilomètres de gazoducs conventionnels au Canada.
- Un complexe de traitement pétrochimique au Canada.

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur médian.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
FTO	170 \$	60 \$	366 \$	206 \$
Investissements de maintien	(32)	(21)	(46)	(29)
FTOA	138	39	320	177
BAIIA ajusté ¹	218	82	452	267
Marge du BAIIA ajusté ²	53 %	63 %	54 %	68 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté. La marge du BAIIA pour 2021, qui s'est établie à 68 %, est ajustée pour tenir compte des résultats exceptionnels enregistrés au titre du stockage de gaz à l'exercice précédent (compte tenu de ces résultats, la marge s'est établie à 73 %).

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nos activités du secteur médian ont généré un BAIIA ajusté de 218 M\$ et des FTO de 170 M\$, comparativement à 82 M\$ et à 60 M\$, respectivement, pour l'exercice précédent. Les résultats ont profité de l'acquisition d'Inter Pipeline, dont le capital a été fermé au second semestre de 2021. Les activités de base ont tiré parti de l'augmentation du taux d'utilisation par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2022	Pour le semestre clos le 30 juin 2022	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021
Carnet d'investissements au début de la période	344 \$	245 \$	8 \$
Incidence des acquisitions	—	—	391
Nouveaux mandats de projets d'investissement	—	139	20
Moins : dépenses d'investissement	(93)	(173)	(174)
Écart de change et autres	(18)	22	—
Carnet d'investissements à la fin de la période	233	233	245
Travaux de construction en cours	2 033	2 033	1 875
Total des projets d'investissement devant être mis en service	2 266 \$	2 266 \$	2 120 \$

Au 30 juin 2022, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 2 266 M\$, contre 2 120 M\$ au 31 décembre 2021. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport au 31 décembre 2021 en raison des nouveaux mandats de projets d'investissement qui devraient accroître la capacité dans l'ensemble de nos activités liées au secteur médian au Canada. Les travaux de construction en cours ont principalement trait à l'installation Heartland d'Inter Pipeline, un complexe pétrochimique intégré à la fine pointe qui est actuellement en construction dans l'Ouest canadien et qui devrait être mis en service d'ici la fin de 2022.



Données

Notre secteur des données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des services et des infrastructures essentiels aux secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent de l'hébergement physique et des infrastructures de haute performance à des entreprises, qu'il s'agisse de petites charges de travail ou de déploiements à grande échelle, ainsi que des services de génie et de consultation infonuagiques. La majorité de ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme (d'une durée pouvant aller jusqu'à 30 ans) assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles.

Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en France, au Royaume-Uni et en Inde, ainsi que des clients de détail et de gros et des entreprises en Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend environ 1 000 clients en colocation situés principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients mondiaux à grande échelle en Asie-Pacifique et en Amérique du Sud.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous croyons que nous pourrions nous attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 153 000 tours de télécommunications en service en Inde.
- Environ 8 000 tours à fonctions multiples et sites actifs installés sur des toits en France.
- Environ 10 000 kilomètres de réseau d'interconnexion à fibres optiques situé en France et au Brésil.
- Environ 1 600 stations cellulaires et plus de 12 000 kilomètres de câble à fibre optique en Nouvelle-Zélande.
- Environ 2 100 tours de télécommunications actives et plus de 70 systèmes d'antennes distribuées principalement au Royaume-Uni.

Stockage de données

- 52 centres de données, comptant environ 1,4 million de pieds carrés de planchers surélevés situés sur cinq continents.
- Environ 200 mégawatts de capacité de charge critique.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente la quote-part de notre société en commandite des mesures clés de notre secteur des données.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
FTO	60 \$	60 \$	118 \$	120 \$
Investissements de maintien	(9)	(14)	(18)	(24)
FTOA	51	46	100	96
BAIIA ajusté ¹	83 \$	84 \$	166 \$	166 \$
Marge du BAIIA ajusté ²	57 %	56 %	56	55 %
Investissements de croissance	70 \$	57 \$	133 \$	99 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, notre secteur des données a dégagé des FTO de 60 M\$, ce qui est conforme aux résultats de l'exercice précédent. En supposant un taux de change constant, les résultats ont profité de la forte croissance sous-jacente découlant des points de présence additionnels et des clauses d'indexation des tarifs en fonction de l'inflation. Les résultats ont subi l'incidence de la baisse du taux de change pour nos entreprises en Inde et en Europe.

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à notre société en commandite du BAIIA ajusté et des FTO de chacune des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN M\$ US	BAIIA ajusté ¹				FTO			
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin		Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Transmission et distribution de données	73 \$	72 \$	147 \$	143 \$	54 \$	53 \$	107 \$	106 \$
Stockage de données	10	12	19	23	6	7	11	14
Total	83 \$	84 \$	166 \$	166 \$	60 \$	60 \$	118 \$	120 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nos activités liées à la transmission et à la distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 73 M\$ et des FTO de 54 M\$, comparativement à 72 M\$ et à 53 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont tiré parti des clauses d'indexation des tarifs en fonction de l'inflation et des points de présence additionnels de nos entreprises de télécommunications en Inde et en France, où nous avons ajouté environ 12 000 tours et environ 350 points de présence au cours des 12 derniers mois, respectivement. Les résultats ont subi l'incidence de nos contrats de couverture du risque de change lié à l'euro et au dollar néo-zélandais.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nos activités de stockage de données ont généré un BAIIA ajusté de 10 M\$ et des FTO de 6 M\$, comparativement à 12 M\$ et à 7 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les FTO ont diminué, l'apport de la capacité de 21 mégawatts construite au sein de notre entreprise de stockage de données en Amérique du Sud au cours des 12 derniers mois ayant été plus que contrebalancé par la diminution des produits au sein de notre entreprise de centres de données aux États-Unis.

Le tableau suivant présente l'évolution de la quote-part de notre société en commandite du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN M\$ US	Pour le trimestre clos le 30 juin 2022	Pour le semestre clos le 30 juin 2022	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021
Carnet d'investissements au début de la période	411 \$	394 \$	367 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	71	160	307
Moins : dépenses d'investissement	(70)	(133)	(266)
Écart de change et autres	(23)	(32)	(14)
Carnet d'investissements à la fin de la période	389	389	394
Travaux de construction en cours	110	110	100
Total des projets d'investissement devant être mis en service	499 \$	499 \$	494 \$

Au 30 juin 2022, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 499 M\$, contre 494 M\$ au 31 décembre 2021. Les projets d'investissement devant être mis en service ont augmenté par rapport au 31 décembre 2021, puisque les nouveaux mandats de projets d'investissement ont plus que contrebalancé les projets d'investissement mis en service au cours de la période et l'incidence du change.



Siège social

Le tableau suivant présente les éléments de notre secteur Siège social, selon la quote-part de notre société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
BAIIA ajusté ¹	(108) \$	(96) \$	(229) \$	(191) \$
FTO	(104)	(89)	(217)	(192)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, le BAIIA ajusté et les FTO de notre secteur Siège social ont correspondu à des pertes de 108 M\$ et de 104 M\$, respectivement, contre 96 M\$ et 89 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats de notre secteur Siège social sont principalement attribuables aux honoraires de gestion. En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché combinée de notre société en commandite et de BIPC majorée des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base, qui se sont établis à 105 M\$, ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une hausse du cours des parts et de l'augmentation du nombre de parts découlant du recours aux marchés financiers pour financer de nouvelles occasions de croissance.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les FTO ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les FTOA, le BAIIA ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi présentés se fondent sur la quote-part de la société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. Le BAIIA ajusté, les FTO, les FTOA et le capital investi ne sont pas présentés conformément aux normes IFRS et ils ne visent pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées et, par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 10 des états financiers de notre société en commandite, qui sont inclus dans les présentes. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de notre société en commandite à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les amortissements, l'impôt différé et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent notre quote-part (de la perte) du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part (de la perte) du bénéfice des participations consolidées non détenues par notre société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers attribuables à la société en commandite parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre rendement global et à comprendre la quote-part de notre société en commandite des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés par notre société en commandite en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation du BAIIA ajusté, des FTO, des FTOA et du capital investi comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats attribuables à la société en commandite ou aux titres de capitaux propres ordinaires différemment de nous.

En raison de ces limites, notre information financière présentée selon la quote-part de la société en commandite des activités sous jacentes ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les FTO, les FTOA et le BAIIA ajusté. Les capitaux propres sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous invitons fortement les investisseurs à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas se fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société en commandite.

Les FTO ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les FTO ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de l'incidence de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture.
- Ils ne tiennent pas compte des autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités.
- Notre définition des FTO peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Les FTO sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société en commandite.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les FTO permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous réintégrons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous réintégrons aussi l'incidence de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture, qui donne une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Finalement, nous réintégrons les autres produits (charges) qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités.

En outre, nous analysons les FTOA, que nous définissons comme les FTO diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les FTO permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société en commandite. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des FTO, les investisseurs se fient aux FTOA, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. En plus des ajustements apportés aux FTO, le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt exigible pour éliminer l'incidence de notre structure du capital et de notre profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO et des FTOA.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Bénéfice net	425 \$	1 306 \$	719 \$	1 719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	552	492	1 096	961
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	34	(10)	(20)	(77)
Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	215	174	421	359
(Économie) charge d'impôt différé	(26)	212	(8)	252
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(169)	15	(137)	(20)
Profits à la cession de filiales, d'entreprises associées et de coentreprises	(75)	(1 372)	(75)	(1 448)
Autres charges ¹	75	95	94	175
FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ²	(518)	(518)	(1 084)	(1 096)
FTO	513	394	1 006	825
Investissements de maintien	(99)	(84)	(168)	(136)
FTOA	414 \$	310 \$	838 \$	689 \$

1. Les autres charges correspondent aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités. Les autres produits et charges exclus des FTO comprennent principalement la charge de désactualisation au titre de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations et de la contrepartie différée, la réévaluation des emprunts et l'amortissement des coûts de financement différés, les coûts d'acquisition et les profits ou pertes à la réévaluation de la juste valeur. Pris individuellement, aucun élément des autres charges n'est important.
2. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées. En effectuant un ajustement pour tenir compte des FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, notre société en commandite peut exclure la tranche des FTO gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à notre société en commandite.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des FTO présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite des FTO connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Les FTO liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, l'écart entre le bénéfice net et les FTO tient surtout aux amortissements, à l'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et aux FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux liés aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les FTO attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, étant donné que les apports des acquisitions et de la croissance interne ont plus que contrebalancé l'incidence des cessions. L'apport aux FTO des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de l'apport des entreprises récemment acquises.

L'écart entre le bénéfice net et les FTOA tient aux facteurs susmentionnés ainsi qu'aux investissements de maintien de 99 M\$ et de 168 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 (2021 – 84 M\$ et 136 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Bénéfice net	425 \$	1 306 \$	719 \$	1 719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	552	492	1 096	961
Charges d'intérêts	469	362	878	717
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	34	(10)	(20)	(77)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	304	239	590	494
Charge d'impôt	154	286	292	420
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(169)	15	(137)	(20)
Autres produits	(52)	(1 317)	(87)	(1 344)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(968)	(813)	(1 877)	(1 682)
BAIIA ajusté	749 \$	560 \$	1 454 \$	1 188 \$

1. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de notre société en commandite et, en ce qui concerne les postes Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part de notre société en commandite du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de notre société en commandite. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part de notre société en commandite du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des coûts marginaux liés aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'acquisition de notre entreprise de services publics réglementés en Australie et de la solide performance de notre terminal d'exportation de GNL aux États-Unis découlant de la vigueur continue des prix du GNL et des projets d'investissement mis en service. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours du dernier exercice et de la croissance interne.

Le bénéfice net par part de société en commandite est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable aux FTO par part. Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des FTO par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ¹	0,13 \$	0,41 \$	0,12 \$	0,59 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements	0,43	0,39	0,85	0,79
Impôt différé	0,05	0,15	0,06	0,19
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(0,22)	0,01	(0,17)	(0,02)
Pertes sur évaluation et autres ²	0,28	(0,40)	0,45	(0,37)
FTO par part ³	0,67 \$	0,56 \$	1,31 \$	1,18 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est chiffré à 458,0 millions et à 458,0 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 (2021 – 443,3 millions et 443,2 millions).
2. Se reporter au rapprochement du bénéfice net et des FTO présenté ci-dessus pour une description des soldes inclus dans les autres éléments.
3. Le nombre moyen de parts en circulation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 s'est chiffré à 771,1 millions et à 771,1 millions, respectivement (2021 – 697,6 millions et 697,6 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN M\$ US	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Capitaux propres	26 039 \$	26 391 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	(15 720)	(15 658)
Déficit	2 865	2 520
Cumul des autres éléments de bénéfice global	(393)	(543)
Changements de participation et autres	(515)	(515)
Capital investi	12 276 \$	12 195 \$

Le capital investi a augmenté en raison de l'émission de billets perpétuels d'un montant de 293 M\$ et de parts de société en commandite d'un montant de 8 M\$, partiellement contrebalancée par le rachat de nos actions privilégiées d'un montant de 220 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2022.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2022 et 2021.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Solde d'ouverture	12 272 \$	9 410 \$	12 195 \$	9 213 \$
(Rachat) émission de parts privilégiées, montant net	—	—	(220)	194
Émission de billets subordonnés perpétuels	—	—	293	—
Émission de parts de société en commandite	4	3	8	6
Solde de clôture	12 276 \$	9 413 \$	12 276 \$	9 413 \$
Moyenne pondérée du capital investi	12 272 \$	9 410 \$	12 346 \$	9 386 \$

Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Nous définissons les FTOA comme les FTO diminués des investissements de maintien. Les FTOA pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 se sont chiffrés à 414 M\$ et à 838 M\$, respectivement (2021 – 310 M\$ et 689 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 s'est chiffré à 36 M\$ et à 72 M\$, respectivement (2021 – 39 M\$ et 78 M\$).

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, notre société en commandite a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 12 % et de 12 %, respectivement (2021 – 12 % et 13 %).

Rapprochement du BAIIA ajusté sectoriel

Le BAIIA ajusté de chacun de nos secteurs opérationnels est présenté selon la quote-part de notre société en commandite des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les intérêts, les amortissements, l'impôt sur le résultat, l'incidence de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et les autres produits (charges) correspondant aux montants qui ne sont pas liés aux activités génératrices de produits et qui ne sont pas des charges d'exploitation en trésorerie récurrentes normales nécessaires à l'exercice des activités constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent la quote-part de notre société en commandite du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part (de la perte) du bénéfice des participations consolidées non détenues par la société en commandite répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement du BAIIA ajusté de chaque secteur et du bénéfice net sectoriel consolidé comptabilisé selon les normes IFRS.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2022
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	332 \$	52 \$	113 \$	(11) \$	(61) \$	425 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	134	148	157	113	—	552
Charges d'intérêts	179	72	76	110	32	469
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	18	28	(24)	26	(14)	34
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ¹	35	170	56	43	—	304
Charge (économie) d'impôt	17	(6)	16	56	71	154
Évaluation à la valeur de marché des contrats dérivés	(3)	(5)	(34)	1	(128)	(169)
Autres charges (produits)	18	12	15	(89)	(8)	(52)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(444)	(201)	(157)	(166)	—	(968)
BAIIA ajusté	286 \$	270 \$	218 \$	83 \$	(108) \$	749 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2021
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	1 187 \$	15 \$	6 \$	(9) \$	107 \$	1 306 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	154	165	45	128	—	492
Charges d'intérêts	94	92	36	114	26	362
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(14)	(2)	(2)	(7)	15	(10)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	14	131	47	47	—	239
Charge (économie) d'impôt	193	57	(22)	37	21	286
Évaluation à la valeur de marché des contrats dérivés	4	(2)	20	3	(10)	15
Autres (produits) charges	(1 001)	6	11	(78)	(255)	(1 317)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(380)	(223)	(59)	(151)	—	(813)
BAIIA ajusté	251 \$	239 \$	82 \$	84 \$	(96) \$	560 \$

POUR LE SEMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2022
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	639 \$	126 \$	195 \$	(20) \$	(221) \$	719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	271	292	309	224	—	1 096
Charges d'intérêts	309	149	145	218	57	878
Quote-part de la perte (du bénéfice) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	12	6	(43)	18	(13)	(20)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	59	325	117	89	—	590
Charge (économie) d'impôt	152	(14)	20	60	74	292
Évaluation à la valeur de marché des contrats dérivés	(13)	(12)	(2)	3	(113)	(137)
Autres (produits) charges	(62)	48	31	(91)	(13)	(87)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(827)	(395)	(320)	(335)	—	(1 877)
BAIIA ajusté	540 \$	525 \$	452 \$	166 \$	(229) \$	1 454 \$

POUR LE SEMESTRE CLOS LE
30 JUIN 2021
EN M\$ US

	Services publics	Transport	Secteur médian	Données	Siège social	Total
Bénéfice net sectoriel consolidé	1 386 \$	71 \$	224 \$	19 \$	19 \$	1 719 \$
Réintégrer ou déduire les éléments suivants :						
Amortissements	315	323	88	235	—	961
Charges d'intérêts	180	184	71	229	53	717
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	(46)	(7)	(32)	(9)	17	(77)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	31	252	120	91	—	494
Charge d'impôt	274	73	1	38	34	420
Évaluation à la valeur de marché des contrats dérivés	3	(18)	12	4	(21)	(20)
Autres (produits) charges	(960)	24	24	(139)	(293)	(1 344)
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(709)	(430)	(241)	(302)	—	(1 682)
BAIIA ajusté	474 \$	472 \$	267 \$	166 \$	(191) \$	1 188 \$

1. Les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle sont calculés en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de nos actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure du capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés financiers publics et privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monétiser et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de payer des dividendes à notre société en commandite. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 juin 2022 se composaient de ce qui suit :

EN M\$ US	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie et actifs financiers généraux	439 \$	683 \$
Facilité de crédit générale engagée ¹	2 100	2 975
Facilité de crédit générale subordonnée	1 000	500
Prélèvements sur la facilité de crédit générale ¹	(508)	—
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(12)	(12)
Papier commercial ¹	(267)	(431)
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	681	729
Quote-part de la société en commandite du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	1 003	936
Liquidités à l'échelle du groupe	4 436 \$	5 380 \$

1. Comprend une facilité de crédit générale engagée de 2,1 G\$. Au 30 juin 2022, nous avons prélevé un montant de 508 M\$ sur notre facilité de crédit générale engagée et nous avons 267 M\$ de papier commercial en cours.

Les liquidités à l'échelle du groupe sont, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 4,4 G\$, soit une baisse par rapport à notre situation de trésorerie au 31 décembre 2021 qui est attribuable à l'investissement d'un montant d'environ 500 M\$ en vue d'acquérir une entreprise de services publics réglementés en Australie et d'un montant d'environ 215 M\$ en vue d'acquérir une entreprise de compteurs intelligents en Australie, ainsi qu'à l'échéance de notre facilité d'appoint de 1 G\$ en avril 2022. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par une augmentation de notre facilité de crédit générale et de notre facilité de crédit auprès de Brookfield, ainsi que par le produit reçu de la vente de notre terminal à conteneurs aux États-Unis.

Nous finançons nos actifs principalement au niveau des sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités.

Sur une base consolidée, au 30 juin 2022, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	Pour les périodes de 1 an closes les 30 juin						
		2023	2024	2025	2026	2027	Après	Total
Emprunts généraux ¹	13	— \$	544 \$	— \$	— \$	— \$	2 192 \$	2 736 \$
Emprunts sans recours	7	3 555	2 131	3 266	3 238	5 313	9 501	27 004

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette attribuable à la société en commandite (se reporter à la définition de la dette attribuable à la société en commandite ci-dessous), une mesure non conforme aux normes IFRS que nous utilisons pour évaluer notre situation de trésorerie, et de la dette consolidée.

EN M\$ US	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Dette consolidée	30 388 \$	29 253 \$
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	1 031	448
Transport	3 393	3 290
Secteur médian	724	731
Données	878	887
Ajouter : quote-part de la société en commandite de la dette directement liée aux actifs détenus en vue de la vente	24	18
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(15 775)	(15 283)
Prime sur la dette et swaps de devises	(150)	(430)
Dette attribuable à la société en commandite	20 513 \$	18 914 \$

Le tableau suivant présente notre dette nette, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS utilisée pour évaluer la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

EN M\$ US	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Dette attribuable à la société en commandite		
Services publics	4 796 \$	3 907 \$
Transport	5 112	5 066
Secteur médian	5 475	5 570
Données	1 641	1 652
Siège social	3 489	2 719
Total de la dette attribuable à la société en commandite	20 513 \$	18 914 \$
Quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises¹		
Services publics	251 \$	213 \$
Transport	326	357
Secteur médian	35	40
Données	69	119
Siège social	439	683
Total de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises	1 120 \$	1 412 \$
Dette nette		
Services publics	4 545 \$	3 694 \$
Transport	4 786	4 709
Secteur médian	5 440	5 530
Données	1 572	1 533
Siège social	3 050	2 036
Total de la dette nette	19 393 \$	17 502 \$

1. La quote-part de la société en commandite de la trésorerie conservée dans les entreprises comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie attribuables à la société en commandite de 379 M\$ détenus par l'entremise de ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, et elle exclut les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle de 664 M\$ en fonction des participations économiques détenues par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales consolidées.

Le tableau suivant présente, au 30 juin 2022, la quote-part de notre société en commandite des remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années.

EN M\$ US	Durée moyenne (en années)	2022	2023	2024	2025	2026	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux ¹	13	— \$	— \$	544 \$	— \$	— \$	2 192 \$	2 736 \$
Total des emprunts avec recours	13	—	—	544	—	—	2 192	2 736
Emprunts sans recours²								
Services publics								
Distribution commerciale et résidentielle	10	33	297	130	269	254	1 668	2 651
Transport réglementé	8	55	380	285	123	174	1 128	2 145
	9	88	677	415	392	428	2 796	4 796
Transport								
Chemins de fer	3	15	187	342	168	403	246	1 361
Routes à péage	8	35	114	130	155	122	555	1 111
Terminaux diversifiés	6	32	214	279	457	108	1 550	2 640
	5	82	515	751	780	633	2 351	5 112
Secteur médian³								
	6	1	325	897	971	663	2 618	5 475
Données								
Transmission et distribution de données	6	57	79	179	159	240	623	1 337
Stockage de données	4	1	18	17	166	102	—	304
	6	58	97	196	325	342	623	1 641
Total des emprunts sans recours^{2, 4}	7	229	1 614	2 259	2 468	2 066	8 388	17 024
Total des emprunts⁵	8	229 \$	1 614 \$	2 803 \$	2 468 \$	2 066 \$	10 580 \$	19 760 \$
Pourcentage du total des emprunts		1 %	8 %	14 %	12 %	10 %	55 %	100 %

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base ajustée pour exclure les prélèvements sur notre facilité de crédit générale, les émissions de papier commercial et les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails. Le calcul de la dette nette présenté dans le tableau ci-dessus exclut ces ajustements.
2. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
3. Les obligations liées au papier commercial d'IPL sont entièrement visées par sa facilité de crédit de sûreté et ont été présentées dans le tableau qui précède en fonction de l'échéance de la facilité connexe.
4. Au 30 juin 2022, une tranche d'approximativement 28 M\$ de la dette attribuable à la société en commandite ne respectait pas les clauses restrictives financières au niveau de l'actif. Cette tranche correspond à moins de 1 % du total de la dette attribuable à la société en commandite. Nous prévoyons être en mesure d'obtenir un refinancement ou une renonciation de la part de nos institutions financières et, par conséquent, nous avons présenté la dette en fonction de l'année d'échéance contractuelle.
5. Au 30 juin 2022, environ 37 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe, ce qui a réduit à environ 26 % la proportion des emprunts à taux variable sur le total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 21 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de la dette attribuable à la société en commandite est de sept ans. La quote-part de notre société en commandite du ratio d'endettement net, défini comme la quote-part de notre société en commandite de la dette nette divisée par la somme de la quote-part de notre société en commandite de la dette nette et du capital investi, s'établissait à 61 % au 30 juin 2022. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 4,9 % pour l'ensemble des entreprises (30 juin 2021 – 4,5 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, du secteur médian, des données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 5,6 %, à 5,7 %, à 4,5 %, à 4,5 % et à 3,7 % (30 juin 2021 – 4,1 %, 4,8 %, 5,4 %, 4,5 % et 4,2 %, respectivement).

Nous définissons la dette attribuable à la société en commandite, une mesure non conforme aux normes IFRS, comme la quote-part de notre société en commandite des obligations relatives aux emprunts liés à nos participations dans diverses entreprises comprises dans le portefeuille. La dette nette correspond à la dette attribuable à la société en commandite, déduction faite de la quote-part de la société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La quote-part de notre société en commandite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est calculée comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés en vertu des normes IFRS, plus notre quote-part de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par l'intermédiaire de participations dans des entreprises associées et des coentreprises, moins les montants attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne sont pas présentées conformément aux normes IFRS et elles ne visent pas à l'être. Nous sommes d'avis que l'information que nous présentons, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés en vertu des normes IFRS de notre société en commandite, y compris la dette consolidée, offre une évaluation plus éloquente de la performance de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation de la dette attribuable à la société en commandite et de la dette nette comme outils d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette ne représentent pas notre obligation consolidée relative à la dette sous-jacente d'un placement consolidé. Si un projet donné ne génère pas des flux de trésorerie suffisants pour régler l'intégralité des paiements liés à la dette connexe, notre société en commandite peut décider, à sa discrétion, de régler l'insuffisance au moyen d'une injection de capitaux en vue d'éviter un manquement à l'obligation. Une telle insuffisance pourrait ne pas être apparente ou ne pas être équivalente à l'écart entre le BAIIA ajusté proportionnel global de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille et la dette attribuable à la société en commandite globale de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille.
- D'autres sociétés peuvent calculer la dette attribuable à la société en commandite et la dette nette différemment de nous.

La dette attribuable à la société en commandite et la dette nette sont présentées pour aider les investisseurs à comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus. Présentées parallèlement au BAIIA ajusté, ces deux mesures devraient fournir de l'information utile quant à la façon dont la société en commandite a financé ses entreprises au niveau de l'actif, et elles donnent un aperçu de notre rendement du capital que nous avons investi à un niveau donné d'endettement. De plus, la société en commandite prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société en commandite conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas, par conséquent, un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entreprise), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne peut être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société en commandite a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout autre placement non consolidé.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

L'information qui suit est présentée conformément à la règle 13-01 du règlement S-X. Notre société en commandite pourrait pleinement et inconditionnellement, et une ou plusieurs entités parmi la société de portefeuille SEC, BIP Bermuda Holdings I Limited (« Bermuda Holdco »), Brookfield Infrastructure Finance ULC (« Alberta Finco »), Brookfield Infrastructure Holdings (Canada) Inc. (« Can Holdco »), Brookfield Infrastructure US Holdings I Corporation (« US Holdco ») et BIPC Holdings Inc. (« BIPC Holdings ») et, conjointement avec notre société en commandite, la société de portefeuille SEC, Alberta Finco [dans le cas des titres d'emprunt émis par Bermuda Holdco], Bermuda Holdco [dans le cas des titres émis par Alberta Finco], Can Holdco et US Holdco, les « garants » pourraient également, garantir le paiement du capital, de la prime (le cas échéant) et des intérêts ainsi que de certains autres titres d'emprunt de premier rang ou de rang subordonné émis par Alberta Finco et Bermuda Holdco, selon le cas.

Les tableaux suivants présentent un résumé de l'information financière des entités suivantes :

- notre société en commandite;
- Alberta Finco et Bermuda Holdco (conjointement, les « sociétés financières »);
- les garants.

Aux fins des tableaux ci-dessous, la mention « sociétés financières et garants » fait référence à chacune des entités identifiées ci-dessus, sans en faire double emploi.

Pour le semestre clos le 30 juin 2022 EN M\$ US	État du résultat net			
	Total – sociétés financières et garants	Produits reçus des (charges payées aux) filiales non garantes	Produits reçus des (charges payées aux) autres parties liées	Produits reçus des (charges payées aux) autres entités
Produits ¹	— \$	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—	—
Autres produits ²	4 280	4 276	—	4
Bénéfice net	3 944	4 242	(239)	(59)
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021				
Produits ¹	— \$	— \$	— \$	— \$
Marge brute	—	—	—	—
Autres produits ²	1 971	1 969	—	2
Bénéfice net	1 392	1 812	(303)	(117)

1. Le total des produits de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 11 537 M\$ et à 3 681 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le semestre clos le 30 juin 2022, respectivement.
2. Les autres produits comprennent les dividendes et les produits d'intérêts.

Au 30 juin 2022 EN M\$ US	État de la situation financière			
	Total – sociétés financières et garants	Montants à recevoir des (à payer aux) filiales non garantes	Montants à recevoir des (à payer aux) autres parties liées	Montants à recevoir des (à payer aux) autres entités
Actifs courants	633 \$	614 \$	— \$	19 \$
Total de l'actif ¹	1 527	1 507	—	20
Passifs courants	4 196	3 313	103	780
Total du passif	7 289	3 668	123	3 498
Au 31 décembre 2021				
Actifs courants	524 \$	470 \$	— \$	54 \$
Total de l'actif ¹	1 438	1 383	—	55
Passifs courants	3 806	3 247	108	451
Total du passif	9 568	6 694	128	2 746

1. Le total de l'actif de notre société en commandite et ses filiales contrôlées s'est chiffré à 73 961 M\$ et à 73 899 M\$ au 31 décembre 2021 et au 30 juin 2022, respectivement.

Alberta Finco

Alberta Finco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Business Corporations Act (Alberta) le 22 mai 2012. En mai 2021, Alberta Finco a émis des billets subordonnés échéant en 2081 à un taux fixe de 5,000 % par année d'une valeur de 250 M\$ (les « billets d'Alberta Finco »), qui arriveront à échéance le 24 mai 2081. Les billets d'Alberta Finco ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 24 mai 2021, à l'acte de fiducie, daté du 24 mai 2021, intervenu entre Alberta Finco, notre société en commandite, les autres garants (autres qu'Alberta Finco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie d'Alberta Finco »). Les billets d'Alberta Finco permettent le report des intérêts au gré d'Alberta Finco; toutefois, si Alberta Finco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie d'Alberta Finco, notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées ou au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et elle ne peut payer les intérêts sur certaines dettes. Les billets d'Alberta Finco sont remboursables au gré d'Alberta Finco à compter du 24 mai 2026. Les billets d'Alberta Finco sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets d'Alberta Finco a servi au rachat de nos parts privilégiées de série 5 le 30 septembre 2021, et le reste a servi aux fins générales de la société en commandite. Les billets d'Alberta Finco sont pleinement et inconditionnellement garantis par notre société en commandite et sont également garantis par les autres garants (autres qu'Alberta Finco). Les billets d'Alberta Finco, y compris les intérêts courus et impayés connexes, seront échangés automatiquement, sans le consentement des porteurs et sans que ces derniers n'aient de mesure à prendre, contre des parts privilégiées de catégorie A, série 15, lorsque surviendront certains événements liés à une faillite.

Bermuda Holdco

Bermuda Holdco est une filiale indirecte entièrement détenue de notre société en commandite constituée en société par actions en vertu de la Companies Act 1981 des Bermudes le 9 novembre 2007. En janvier 2022, Bermuda Holdco a émis des billets subordonnés perpétuels à un taux fixe de 5,125 % par année d'une valeur de 300 M\$ (les « billets de Bermuda Holdco »). Les billets de Bermuda Holdco ont été émis en vertu du premier acte de fiducie supplémentaire, daté du 21 janvier 2022, à l'acte de fiducie, daté du 21 janvier 2022, intervenu entre Bermuda Holdco, notre société en commandite, les autres garants (autres que Bermuda Holdco) ainsi que Computershare Trust Company, N.A. et Société de fiducie Computershare du Canada, à titre de fiduciaires (dans sa version complétée par le premier acte de fiducie supplémentaire, l'« acte de fiducie de Bermuda Holdco »). Les billets de Bermuda Holdco permettent le report des intérêts au gré de Bermuda Holdco; toutefois, si Bermuda Holdco a reporté les intérêts alors prévus en vertu de l'acte de fiducie de Bermuda Holdco : i) les intérêts ainsi reportés deviennent exigibles et payables à la date à laquelle Bermuda Holdco déclare des distributions sur les actions ordinaires ou les actions privilégiées de Bermuda Holdco; et ii) notre société en commandite se voit imposer des restrictions relatives au paiement de distributions sur nos parts ou nos parts privilégiées et au rachat, à l'achat ou à toute autre forme de retrait de nos parts ou de nos parts privilégiées, et elle ne peut payer les intérêts sur certaines dettes. Les billets de Bermuda Holdco sont remboursables au gré de Bermuda Holdco à compter du 21 janvier 2027. Les billets de Bermuda Holdco sont également remboursables dans certaines circonstances liées aux notations et à l'impôt. Une tranche du produit des billets de Bermuda Holdco servira au rachat de nos parts privilégiées de série 7 le 31 mars 2022, et le reste servira aux fins du fonds de roulement. Les billets de Bermuda Holdco sont pleinement et inconditionnellement garantis par notre société en commandite et sont également garantis par les autres garants (autres que Bermuda Holdco).

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en commandite en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société en commandite, est une mesure que nous utilisons pour évaluer les rendements du capital investi par rapport aux rendements visés. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les FTOA, moins les remboursements de capital estimatifs liés aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Notre société en commandite effectue une estimation des remboursements de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 12 272 M\$ et à 12 346 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 juin 2022.

EN M\$ US	Paielements exigibles par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	3 065 \$	28 \$	46 \$	311 \$	3 450 \$
Emprunts généraux ¹	264	544	508	2 195	3 511
Emprunts sans recours	3 555	2 131	11 817	9 501	27 004
Passifs financiers	454	60	22	1 612	2 148
Obligations locatives	459	416	1 132	2 709	4 716
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux ²	114	108	286	1 140	1 648
Emprunts sans recours	1 131	986	2 115	2 719	6 951

1. Les emprunts généraux excluent les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 11, « Emprunts », pour plus de détails.

2. Les charges d'intérêts sur les emprunts généraux comprennent des obligations non actualisées liées aux intérêts sur les billets subordonnés assortis d'un coupon de 5,00 % par année et venant à échéance le 24 mai 2081, d'une valeur de 250 M\$.

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 420 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société en commandite au 30 juin 2022, majorée de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaie locale.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 juin 2022. Les soldes ajustés des placements en titres de capitaux propres reflètent la valeur comptable de nos actifs au 30 juin 2022, qui comporte certaines limites pour l'évaluation de notre position de couverture. Plus important encore, toutes les immobilisations incorporelles et les occasions de croissance ne sont pas admissibles à une réévaluation. Par conséquent, la valeur comptable est inférieure à la juste valeur, comme l'illustre le tableau qui suit :

EN M\$ US	Couvertures de change									
	USD ¹	AUD	NZD	GBP	BRL	CAD ²	EUR	PEN	INR	Autres
Placement en titres de capitaux propres, montant brut – \$ US	3 035 \$	2 056 \$	138 \$	1 493 \$	1 691 \$	2 564 \$	700 \$	116 \$	550 \$	73 \$
Éléments généraux – \$ US ³	(2 025)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	1 010	2 056	138	1 493	1 691	2 564	700	116	550	73
Contrats de change – \$ US	6 553	(1 448)	(138)	(1 245)	(196)	(2 564)	(700)	(9)	(208)	(45)
Position nette non couverte	7 563 \$	608 \$	— \$	248 \$	1 495 \$	— \$	— \$	107 \$	342 \$	28 \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	70 %	100 %	83 %	12 %	100 %	100 %	8 %	38 %	62 %

1. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars américains exclut des parts privilégiées de 389 M\$ et des billets subordonnés perpétuels de 293 M\$.

2. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars canadiens exclut des parts privilégiées et des actions privilégiées de 601 M\$.

3. Comprend des billets à moyen terme, des billets subordonnés, les émissions de papier commercial, le dépôt de notre société mère et le fonds de roulement au niveau de la société en commandite.

Au 30 juin 2022, 73 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, nous avons comptabilisé un bénéfice dans le résultat global de 376 M\$ (30 juin 2021 – perte de 8 M\$) relativement à ces contrats.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société en commandite. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société en commandite possède des facilités de crédit renouvelables engagées d'environ 2 G\$ qui peuvent être utilisées aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. Ces facilités ne sont pas une source permanente de capitaux : elles visent plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elles ont été utilisées par le passé.

En matière de gestion de la trésorerie, la société en commandite gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société en commandite pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de notre société en commandite est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de notre société en commandite se situe entre 60 % et 70 % des FTO. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % des FTO qui servira à financer la composante capitaux propres de nos investissements de croissance récurrents.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société en commandite.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Bénéfice net attribuable à la société en commandite ¹	176 \$	352 \$	246 \$	542 \$
FTO	513	394	1 006	825
FTOA	414	310	838	689
Distributions ²	354	305	711	608
Ratio de distribution des FTO ³	69 %	77 %	71 %	74 %
Ratio de distribution des FTOA ⁴	86 %	98 %	85 %	88 %

1. Comprend le bénéfice net attribuable aux commanditaires, au commandité, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite échangeables de BIPC et à la participation ne donnant pas le contrôle – actions échangeables de BIPC.

2. Comprend les distributions de la société en commandite, les distributions de la société en commandite aux porteurs de parts privilégiées et les distributions aux porteurs de billets subordonnés perpétuels.

3. Le ratio de distribution des FTO est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTO.

4. Le ratio de distribution des FTOA est défini comme les distributions (y compris les distributions incitatives du commandité, les distributions sur parts privilégiées et les intérêts sur les billets perpétuels classés dans les capitaux propres) divisées par les FTOA.

La distribution annuelle de la société en commandite est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part de la société en commandite des FTO générés par nos actifs;
- les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société en commandite à financer les dépenses d'investissement engagées.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société en commandite, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société en commandite passe en revue toutes les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- i) Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société en commandite. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, du secteur médian et des données.
- ii) Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 %, fixé par notre société en commandite. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de notre société en commandite. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec notre société en commandite au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de performance, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de notre société en commandite, qui sont responsables de superviser les activités de la société en commandite et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, au secteur médian et aux données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de notre société en commandite. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société en commandite retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille, et il étudiera l'ensemble des actifs en alternance. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur, aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services d'un cabinet comptable pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs. Les résultats des missions confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	129 \$	108 \$	241 \$	232 \$
Transport	73	71	128	119
Secteur médian	93	1	173	4
Données	70	57	133	99
	365 \$	237 \$	675 \$	454 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 365 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ce qui représente une hausse comparativement à 237 M\$ pour la période correspondante de 2021. Les investissements de croissance ont augmenté dans notre secteur médian en raison de la construction d'un complexe pétrochimique d'Inter Pipeline, une société que nous avons acquise au second semestre de 2021. Les investissements de croissance ont augmenté dans notre secteur des données en raison de l'expansion de nos entreprises de centres de données à l'échelle mondiale, et dans notre secteur des services publics, en raison de l'acquisition de deux entreprises de services publics en Australie en 2022.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN M\$ US	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Investissements réels			
			Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	Plancher	Plafond	2022	2021	2022	2021
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	40 \$	50 \$	13 \$	11 \$	22 \$	16 \$
Transport	150	160	45	38	82	67
Secteur médian	150	160	32	21	46	29
Données	35	45	9	14	18	24
	375 \$	415 \$	99 \$	84 \$	168 \$	136 \$

Les investissements de maintien se sont chiffrés à 99 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, ce qui représente une hausse de 15 M\$ par rapport à la période correspondante de 2021. Les investissements de maintien ont augmenté dans notre secteur médian en raison de l'acquisition d'Inter Pipeline au second semestre de 2021. Nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 375 M\$ et 415 M\$, soit entre 40 M\$ et 50 M\$ pour les services publics, entre 150 M\$ et 160 M\$ pour le transport, entre 150 M\$ et 160 M\$ pour le secteur médian, et entre 35 M\$ et 45 M\$ pour les données. Au 30 juin 2022, nos investissements de maintien étaient inférieurs à notre fourchette estimative, en raison surtout du calendrier des investissements de maintien saisonniers de notre secteur médian. Notre société en commandite se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

ESTIMATIONS RELATIVES AUX AMORTISSEMENTS ET AU REMBOURSEMENT DE CAPITAL

Pour déterminer la juste valeur, la durée d'utilité et la valeur résiduelle des placements dans des infrastructures essentielles à long terme, certains jugements et estimations sont formulés. Par conséquent, les amortissements de notre société en commandite ne sont pas directement comparables au niveau de capital nécessaire pour maintenir l'intégrité et la sécurité de nos actifs physiques et leur profil de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. L'utilisation de l'amortissement comptable de notre société en commandite comme indicateur des exigences annuelles en matière d'investissements de maintien comporte les trois limites distinctes suivantes :

- La société en commandite a choisi de réévaluer les immobilisations corporelles chaque année en vertu des normes IFRS. Chaque année, nous évaluons la juste valeur de nos immobilisations corporelles en examinant les flux de trésorerie actualisés que nous prévoyons recevoir de l'entreprise sous-jacente. Les profits de réévaluation que nous avons comptabilisés reflètent notre capacité à augmenter les flux de trésorerie générés par ces entreprises, le réinvestissement des flux de trésorerie dans des investissements de maintien et des projets de croissance interne relatifs ainsi que la demande croissante des investisseurs institutionnels à l'égard d'investissements matures comportant un faible niveau de risque compte tenu de la faiblesse actuelle des taux d'intérêt. Bien que les profits de réévaluation correspondent à l'augmentation de la valeur pour nos actionnaires, ils se traduisent également par une hausse de la dotation à l'amortissement, car nous amortissons une valeur de l'actif plus élevée sur la même durée d'utilité estimative. Toutefois, cette augmentation de l'amortissement présenté ne correspond souvent pas à une augmentation du coût de maintien de l'actif physique. Nous estimons que les profits de réévaluation à eux seuls se traduisent par une augmentation de près de 20 % de l'amortissement présenté au cours des trois derniers exercices.

- ii) En raison de la nature de nos placements, historiquement, une importante partie de nos répartitions du prix d'achat est attribuée aux immobilisations corporelles. Cette répartition a une incidence similaire sur l'approche en matière de réévaluation en ce sens qu'elle augmente la dotation à l'amortissement au cours de notre période de détention. Notre acquisition du grand exploitant indépendant de tours de télécommunications en France constitue un exemple récent de cette incidence. L'entreprise génère des flux de trésorerie stables liés à l'inflation fondés sur des contrats à long terme conclus avec ses clients. Aux fins de la répartition du prix d'achat, nous avons utilisé un modèle interne de flux de trésorerie actualisés pour répartir la contrepartie versée aux immobilisations corporelles (les tours physiques) et aux immobilisations incorporelles (les relations clients à long terme avec nos locataires). Un goodwill limité avait été attribué à cette entreprise et, par conséquent, la valeur comptable des immobilisations corporelles excédait de loin le coût de base précédemment amorti par le vendeur. Par conséquent, la dotation à l'amortissement annuelle que nous comptabilisons est considérablement plus élevée que celle qui aurait été comptabilisée par le vendeur. Comme pour le premier point, les flux de trésorerie qui devraient être générés par le placement donnent lieu à une prime par rapport au coût de remplacement physique, ce qui exacerbe encore le décalage entre l'amortissement comptable et le coût réel de maintien de ces actifs. Aujourd'hui, nous estimons que près de 30 % la quote-part de notre société en commandite de la dotation aux amortissements découle de la méthode de répartition du prix d'achat initial, principalement entre les catégories d'actifs amortissables.
- iii) L'amortissement sur la durée d'utilité comptable ne reflète pas toujours les investissements de maintien annuels, car bon nombre de nos actifs d'infrastructure ont des exigences d'entretien très minimales. À titre d'exemple, notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, le plus important fournisseur indépendant de raccordements au gaz et à l'électricité du dernier kilomètre au pays, compte aujourd'hui plus de deux millions de raccordements multiservices en place. En vertu des normes comptables que nous avons adoptées (les normes IFRS), nous devons amortir le réseau sur une période pouvant aller jusqu'à 60 ans. Cependant, nos actifs réseau, qui consistent principalement en des tuyaux presque indestructibles installés plusieurs pieds sous terre, exigent un entretien minime.

Certaines de nos participations dans les secteurs des services publics et du transport sont détenues et exploitées en vertu de concessions, ce qui pourrait également faire en sorte que les amortissements soient supérieurs aux exigences en matière de maintien. Les actifs d'infrastructures essentielles sont souvent détenus par l'intermédiaire d'ententes qui accordent au concessionnaire le droit d'exploiter le placement pour une période déterminée. Cette façon de faire est courante dans certaines catégories d'actifs, comme les autoroutes à péage, où les actifs sont transférés à l'organisme de réglementation à la fin de la période visée. Les plus importants placements fondés sur des concessions de notre société en commandite sont ceux dans nos entreprises de routes à péage. Ces concessions visent une partie de la durée d'utilité de l'actif et, par conséquent, les investissements de maintien annuels sur la durée d'une concession peuvent être inférieurs à ceux requis sur l'ensemble de la durée d'utilité (par exemple, les routes à péage en Amérique du Nord et en Amérique du Sud pourraient durer jusqu'à 100 ans, mais les périodes de concession peuvent varier de 20 à 40 ans).

Contrairement aux nombreuses franchises perpétuelles que nous détenons, les flux de trésorerie au cours d'une période de placement liée à une entente de concession comprendront le remboursement du capital investi. Par conséquent, nous sommes d'avis que les investisseurs devraient comprendre la tranche de nos flux de trésorerie que nous estimons correspondre à un remboursement de capital. Notre société en commandite effectue une estimation du remboursement de capital en examinant le profil des flux de trésorerie sur la durée d'utilité économique des entreprises à durée de vie limitée, tel qu'il a été conclu, et en estimant le pourcentage des flux de trésorerie générés au cours d'un exercice donné. Ce pourcentage est ensuite appliqué à notre capital investi afin de déterminer le montant du capital qui, à notre avis, a été remboursé au cours de l'exercice considéré.

Le tableau suivant présente un sommaire des estimations du remboursement de capital pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2022 et le 30 juin 2021.

EN MS US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Remboursement de capital¹	(36) \$	(39) \$	(72) \$	(78) \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » pour plus d'information. Le remboursement de capital est utilisé dans le calcul du rendement du capital investi, une mesure non conforme aux normes IFRS.

Bien qu'il soit utile de le faire pour comprendre la performance opérationnelle de nos entreprises, nous sommes d'avis qu'il n'est pas approprié de réduire nos flux de trésorerie d'exploitation pour tenir compte du remboursement de capital afin d'établir une estimation différente des capacités de production de flux de trésorerie à long terme de notre société en commandite. Une telle estimation ne tiendrait pas compte des variations de la valeur de l'entreprise découlant de nos initiatives stratégiques. Lors de l'acquisition de ces droits de concession, nous veillons à réunir ces actifs sous la gouverne d'une équipe de direction chevronnée et d'une plateforme axée sur la croissance. À mesure que les accords de concession deviennent transférables, nous prévoyons monétiser ces placements dans le cadre de nos initiatives plus générales de réinvestissement du capital, comme nous l'avons fait récemment pour notre entreprise de routes à péage au Chili. Nous avons acquis cette entreprise fondée sur des concessions pour un montant de 340 M\$ en 2011 et en 2012. Grâce au réinvestissement des flux de trésorerie, à une structure du capital stable et à la mise en place d'une solide équipe de direction, nous avons pu vendre cette entreprise pour un produit net après impôt d'environ 700 M\$ pour BIP dans le cadre de trois transactions distinctes, bien qu'il reste huit ans de moins sur la durée de la concession. La vente de l'actif s'est traduite par un TRI de 16 %. Même si nous attribuons une portion des flux de trésorerie au remboursement de capital, la valeur de nos actifs visés par des concessions à durée d'utilité déterminée ne diminue pas nécessairement au fil du temps, ce qui s'explique notamment par le fait que, compte tenu de la force des équipes de direction et de l'augmentation globale du PIB qui nécessite une plus grande infrastructure, la possibilité d'acquérir de nouveaux actifs ou d'élargir nos activités existantes revêt une certaine valeur. Dans le cas de notre entreprise de routes à péage au Chili, nous avons réalisé un produit bien supérieur au capital investi.

Pour améliorer la comparabilité de nos états financiers et des mesures non conformes aux normes IFRS, nous encourageons les investisseurs à tenir compte des fourchettes d'investissements de maintien et des estimations du remboursement de capital comprises dans les informations que nous présentons. Combinées à nos mesures conformes et non conformes aux normes IFRS, ces informations fourniront aux utilisateurs un portrait exhaustif de notre performance opérationnelle au fil du temps.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN M\$ US	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ¹	734 \$	564 \$	1 469 \$	1 290 \$
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(584)	2 018	(1 708)	2 139
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	(690)	(2 476)	107	(3 018)

1. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de notre société en commandite comprennent une réduction de la trésorerie relative à l'incidence des créances résultant de contrats de location-financement conclus par notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord. L'entreprise présente dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation des sorties de fonds relatives au coût des stocks et, compte tenu du fait que les contrats sont titrisés depuis 2019, les sorties de trésorerie correspondantes sont contrebalancées par les augmentations des emprunts sans recours inscrites dans les activités de financement dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 juin 2022 et 2021

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 0,7 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2022, soit une hausse par rapport à la période correspondante de 2021, principalement en raison de la croissance interne et des apports des acquisitions récemment conclues, qui ont été partiellement contrebalancés par le change et les variations du fonds de roulement.

Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 0,6 G\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement de 2,0 G\$ pour la période correspondante de 2021. Les résultats de la période considérée comprennent le capital d'environ 0,2 G\$ investi dans l'acquisition d'une participation de 13 % dans une entreprise de compteurs intelligents en Australie et le capital net de 0,7 G\$ investi dans des actifs financiers et à long terme. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement contrebalancées par le produit de la vente de participations dans des entreprises associées de 0,3 G\$. Les résultats de la période précédente comprenaient un produit de 2,6 G\$ à la vente de notre entreprise d'énergie de quartier au Canada et de notre portefeuille de compteurs intelligents au Royaume-Uni, partiellement contrebalancé par des investissements de 0,6 G\$ dans des filiales (déduction faite de la trésorerie acquise), des actifs à long terme et des actifs financiers.

Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 juin 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 0,7 G\$, soit 1,8 G\$ de moins qu'à la période correspondante de 2021. Les résultats de la période considérée comprennent le produit net des emprunts de 1,1 G\$, partiellement contrebalancé par le règlement de la contrepartie différée de 1,0 G\$ de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, par le remboursement d'un dépôt de 0,2 G\$ à Brookfield, par le capital net fourni aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de 0,2 G\$ et par la distribution aux porteurs de parts de 0,4 G\$. Les résultats de la période précédente comprenaient le capital net fourni aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de 2,0 G\$, le remboursement d'un dépôt de 0,7 G\$ à Brookfield, les distributions versées aux porteurs de parts de 0,1 G\$ et les obligations locatives remboursées de 0,3 G\$. Ces sorties de trésorerie ont été partiellement contrebalancées par le produit net des emprunts de 0,8 G\$.

CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 juin 2022	Au 31 décembre 2021
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	193 587 222	193 587 222
Parts de commandité spécial	2 400 631	2 400 631
Parts de commandité gestionnaire	458 160 408	457 901 280
Total	654 148 261	653 889 133

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur ces titres dépassent 0,1218 \$ par part/action par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,1320 \$ par part/action.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP, les parts de société en commandite échangeables de BIPC et les actions échangeables de BIPC dépassent 0,1320 \$ par part/action, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, une distribution incitative de 60 M\$ et de 120 M\$, respectivement, a été versée au commandité spécial (2021 – 50 M\$ et 100 M\$).

VALEUR D'ENTREPRISE

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la capitalisation boursière de notre société en commandite majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la société en commandite de la dette, déduction faite de la trésorerie. En plus des parts de société en commandite, la structure du capital de notre société en commandite comprend les actions échangeables de BIPC, les parts de société en commandite échangeables de BIPC, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP. Nous incluons la valeur d'entreprise comme mesure pour aider les utilisateurs à comprendre et à évaluer la structure du capital de la société en commandite.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2021.

	Au 30 juin 2022			Au 31 décembre 2021
EN M\$ US	BIPC ¹	Brookfield Infrastructure ²	Valeur d'entreprise consolidée	Valeur d'entreprise consolidée
Actions/parts en circulation	115,7	655,5	771,2	771,1
Prix ³	42,50 \$	38,22 \$	—	—
Capitalisation boursière	4 917	25 053	29 970	31 831
Parts privilégiées, actions privilégiées et billets subordonnés perpétuels ⁴	—	1 283	1 283	1 210
Dette nette ⁵	2 840	16 553	19 393	17 502
Valeur d'entreprise	7 757 \$	42 889 \$	50 646 \$	50 543 \$

1. Comprend les actions échangeables de BIPC et les parts de société en commandite échangeables de BIPC.

2. Comprend les parts de société en commandite, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, ainsi que les parts d'Exchange LP.

3. Le calcul de la valeur de marché de notre société en commandite repose sur le cours de clôture des actions échangeables de BIPC et de nos parts à la Bourse de New York.

4. Comprend des parts privilégiées d'un montant de 918 M\$, des actions privilégiées d'un montant de 72 M\$ et des billets subordonnés perpétuels d'un montant de 293 M\$.

5. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ci-devant pour un rapprochement détaillé de la dette nette de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société en commandite dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société en commandite. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités en exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société en commandite, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société en commandite conformément à notre convention de société en commandite. Un montant de moins de 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 (2021 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et le semestre).

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (individuellement, le « fournisseur de services »), qui sont des filiales entièrement détenues de Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre au fournisseur de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société en commandite. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 105 M\$ et à 223 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022 (2021 – 93 M\$ et 185 M\$). Au 30 juin 2022, une somme de 103 M\$ était à payer au fournisseur de services (31 décembre 2021 – 108 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société en commandite correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société en commandite (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société en commandite), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires des services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du total de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire des services, déduction faite de toute la trésorerie détenue par ces entités.

Au 30 juin 2022, Brookfield Infrastructure avait un emprunt de 26 M\$ auprès d'une filiale de Brookfield (31 décembre 2021 – 26 M\$). L'emprunt est remboursable en totalité avant la fin de 2024, et est assorti d'un taux d'intérêt de 1,7 %.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 juin 2022, le solde net de nos dépôts auprès de Brookfield était de néant (31 décembre 2021 – néant) et Brookfield Infrastructure a engagé des charges d'intérêts de moins de 1 M\$ et de 2 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, respectivement (2021 – 1 M\$ et 2 M\$). Les dépôts portent intérêt aux taux du marché.

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 1 G\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société en commandite et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 juin 2022, il n'y avait aucun emprunt impayé (31 décembre 2021 – néant).

Au cours du trimestre, Brookfield Infrastructure a transféré à Brookfield un placement financé par notre société en commandite pour le compte de futurs partenaires institutionnels. Dans le cadre du transfert, notre société en commandite a reçu un montant d'environ 189 M\$ de Brookfield. Parallèlement, Brookfield Infrastructure a transféré un placement à Brookfield. Notre société en commandite a reçu un montant de 24 M\$ de Brookfield.

Au 30 juin 2022, Brookfield Infrastructure avait des emprunts généraux de 95 M\$ à payer à une filiale de Brookfield (31 décembre 2021 – 45 M\$), des emprunts sans recours de 6 M\$ à payer à une entreprise associée de Brookfield (31 décembre 2021 – 6 M\$) et un montant net d'environ 0,6 G\$ à payer à une filiale de Brookfield (31 décembre 2021 – 0,6 G\$), représentant le financement fourni au nom de Brookfield Infrastructure dans le cadre de l'acquisition de notre entreprise diversifiée du secteur médian au Canada. Au 30 juin 2022, des entreprises associées de Brookfield Infrastructure avaient des emprunts sans recours de 80 M\$ à payer à une entreprise associée de Brookfield (31 décembre 2021 – 111 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement, des services maritimes portuaires et des services de gaz naturel selon les modalités en vigueur sur le marché dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, des produits de moins de 2 M\$ et de 3 M\$, respectivement, ont été générés (2021 – 2 M\$ et 4 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'énergie, louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2022, des charges de 27 M\$ et de 28 M\$, respectivement, ont été engagées (2021 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et le semestre, respectivement).

En outre, au 30 juin 2022, des filiales de Brookfield Infrastructure avaient enregistré des actifs découlant de contrats de location et des obligations locatives de 12 M\$ (31 décembre 2021 – 12 M\$) auprès d'une filiale de Brookfield.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 juin 2022, les lettres de crédit émises au nom de nos filiales s'élevaient à 15 M\$ (31 décembre 2021 – 12 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

Estimations comptables critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses importants qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Les jugements et estimations importants formulés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés de notre société, que nous considérons comme critiques, sont présentés ci-dessous.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 13, « Immobilisations corporelles », de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2021. Les immobilisations corporelles de notre société en commandite sont évaluées à la juste valeur sur une base récurrente, et la date de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs a été fixée au 31 décembre 2021. Brookfield Infrastructure détermine la juste valeur à l'aide de la méthode par les résultats et de la méthode du coût, en tenant dûment compte des données d'entrée importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale, l'horizon de placement global, la durée d'utilité et le coût de remplacement.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société en commandite évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et les estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finales, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société en commandite portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, et la capacité d'utiliser les attributs fiscaux.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du semestre clos le 30 juin 2022, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière (au sens donné à l'expression correspondante [internal control over financial reporting] dans les règles 13a-15[f] et 15d-15[f] de l'Exchange Act) qui a eu une incidence significative, ou dont il est raisonnable de croire qu'il aura une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation les contrôles internes à l'égard de l'information financière de nos entreprises acquises depuis le 1^{er} janvier 2022 qui, prises individuellement, ne sont pas importantes. Les états financiers de ces entités constituent environ 0,3 % du total de l'actif, 0,4 % des capitaux propres et moins de 0,1 % des produits et du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société en commandite au 30 juin 2022 et pour le semestre clos à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives au sens prescrit par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des FTO par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges générales et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficiences opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés en exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société en commandite qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société en commandite diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises, y compris en raison de l'éclosion de COVID-19; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la présente lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telles qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou conclues) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; les pandémies ou épidémies; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents. En outre, nos résultats futurs pourraient être influencés par les risques associés à la COVID-19 ainsi que par la réduction mondiale du commerce et des voyages et la volatilité importante des marchés boursiers à l'échelle mondiale qui en découleraient, ce qui pourrait entraîner une diminution des flux de trésorerie et des pertes de valeur et/ou des réévaluations de nos placements et de nos actifs d'infrastructures, et nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre les rendements escomptés.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société en commandite ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.